

— met de ondersteuning van de adviescommissie voor de jeugdorganisaties en de adviescommissie voor jeugdhuizen en -centra, de eerste verkiezing van de werkende leden van de algemene vergadering van de Jeugdraad te organiseren in overeenstemming met de bepalingen terzake opgenomen in het voornoemde decreet houdende wijziging van het decreet van 14 november 2008, en die in oktober 2013 plaats moet vinden. ».

« § 2. In afwijking van artikel 3/5, § 1, vijfde lid van dit decreet, bepaalt de Regering de nadere regels voor de eerste verkiezing van de werkende leden van de algemene vergadering van de Jeugdraad en het reglement ervan. ».

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 juli 2013.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 491-1. — Commissieamendementen, nr. 491-2. — Verslag, nr. 491-3. — Vergaderingsamendementen, nr. 491-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 3 juli 2013.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204348]

11 JUILLET 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique et l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, les articles 19, § 3, et 60;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique;

Vu l'avis de la Commission régionale des déchets, donné le 19 avril 2013;

Vu l'avis n° 53.386/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 juin 2013 en vertu de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Règlement (CE) n° 1102/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 relatif à l'interdiction des exportations de mercure métallique et de certains composés et mélanges de mercure et au stockage en toute sécurité de cette substance;

Considérant la Directive 2011/97/UE du Conseil du 5 décembre 2011 modifiant la Directive 1999/31/CE en ce qui concerne les critères spécifiques applicables au stockage du mercure métallique considéré comme un déchet;

Considérant que les dispositions prévues dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 et dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 ne prennent pas en compte toutes les caractéristiques spécifiques du mercure métallique, que le stockage en toute sécurité et à long terme de ces matières nécessite de prévoir des exigences supplémentaires par rapport à la réglementation existante;

Considérant par conséquent que les nouvelles exigences établies par la Directive 2011/97/UE visée au premier considérant s'appliquent uniquement au stockage temporaire et qu'elles sont considérées comme appropriées et représentatives des meilleures techniques disponibles pour le stockage en toute sécurité du mercure métallique pendant une période maximale de cinq ans;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique*

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement les Directives 1999/31/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets, 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines Directives et 2011/97/UE du Conseil du 5 décembre 2011 modifiant la Directive 1999/31/CE en ce qui concerne les critères spécifiques applicables au stockage du mercure métallique considéré comme un déchet. ».

Art. 2. Dans l'article 2 du même arrêté, il est inséré un paragraphe 8 rédigé comme suit :

« § 8. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, a), le mercure métallique considéré comme un déchet en vertu de l'article 2 du Règlement 1102/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 relatif à l'interdiction des exportations de mercure métallique et de certains composés et mélange de mercure et au stockage en toute sécurité de cette substance peut, dans des conditions de confinement appropriées et conformément à l'annexe IIIbis, point C, être stocké :

1° temporairement pendant plus d'un an ou de façon permanente (opérations d'élimination G1 ou D12 respectivement, telles que définies aux annexes IV et II du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets) dans des mines de sel adaptées à l'élimination du mercure métallique ou dans des formations profondes, souterraines et rocheuses dures offrant un niveau de sécurité et de confinement équivalent à celui des mines de sel;

2° temporairement (opération d'élimination G1, telle que définie à l'annexe IV du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets) pendant plus d'un an dans des installations de surface destinées au stockage temporaire du mercure métallique et équipées à cet effet. Dans ce cas, les critères énoncés à l'annexe V ne s'appliquent pas. ».

Art. 3. L'annexe 3bis du même arrêté, est complétée par le point C rédigé comme suit :

« C. Mercure métallique considéré comme un déchet

Aux fins du stockage temporaire de mercure métallique pendant plus d'un an, les exigences suivantes s'appliquent :

1. Composition du mercure

Le mercure métallique doit être conforme aux spécifications suivantes :

1° teneur en mercure supérieure à 99,9 % en poids;

2° absence d'impuretés susceptibles de corroder le carbone ou l'acier inoxydable (par exemple, solution d'acide nitrique, solutions chlorurées).

2. Aménagement du centre d'enfouissement technique ou de la cellule :

1° le mercure métallique est stocké séparément des autres déchets;

2° les conteneurs sont conservés dans des cuves dotées d'un revêtement approprié de façon à ne présenter aucune fissure ni interstice et à être imperméable au mercure métallique; ces cuves offrent un volume de confinement adapté à la quantité de mercure stockée;

3° le site de stockage est doté de barrières naturelles ou aménagées appropriées pour protéger l'environnement contre les émissions de mercure et offrant un volume de confinement adapté à la quantité totale de mercure stockée;

4° le sol du site de stockage est recouvert d'un matériau d'étanchéité résistant au mercure; une pente avec puisard est prévue;

5° le site de stockage est équipé d'un système de protection contre l'incendie;

6° le stockage est réalisé de façon à permettre de retrouver facilement tous les conteneurs.

3. Confinement

Les conteneurs servant au stockage du mercure métallique sont résistants à la corrosion et aux chocs. Ils sont de préférence exempts de soudures.

Les conteneurs répondent en particulier aux spécifications suivantes :

1° matériau constituant le conteneur : soit en acier ordinaire conforme à l'ASTM A36 au minimum ou en acier inoxydable conforme à l'AISI 304, 316L;

2° les conteneurs sont étanches aux gaz et aux liquides;

3° la paroi externe des conteneurs résiste aux conditions de stockage;

4° une attestation de réussite du conteneur à l'épreuve de chute et à l'épreuve d'étanchéité décrites aux points 6.1.5.3 et 6.1.5.4 de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route signé à Genève le 30 septembre 1957 est jointe au conteneur.

Le taux de remplissage du conteneur est au maximum de 80 % en volume, afin de préserver un espace vide suffisant et d'éviter toute fuite ou déformation permanente du conteneur en cas de dilatation du liquide sous l'effet de températures élevées. ».

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique*

Art. 4. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique, il est inséré un article 1^{er}*bis* rédigé comme suit :

« Art. 1^{er}*bis*. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2011/97/UE du Conseil du 5 décembre 2011 modifiant la Directive 1999/31/CE en ce qui concerne les critères spécifiques applicables au stockage du mercure métallique considéré comme un déchet. ».

Art. 5. Dans le même arrêté, il est inséré un article 25*bis* rédigé comme suit :

« Art. 25*bis*. Aux fins du stockage temporaire de mercure métallique pendant plus d'un an, les exigences ci-après s'appliquent.

Tous les documents contenant les informations visées au point C de l'annexe 3*bis* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique ainsi qu'au point 1.4 de l'annexe 3 du présent arrêté, y compris les certificats accompagnant les conteneurs et les relevés mentionnant le déstockage et l'expédition du mercure métallique après un stockage temporaire, sa destination et le traitement qu'il est prévu de lui appliquer, sont annexés au registre visé à l'article 25 et sont conservés pendant au moins trois ans après la fin du stockage. »

Art. 6. Dans le même arrêté, il est inséré un article 61*bis* rédigé comme suit :

« Art. 61*bis*. Exigences de surveillance, d'inspection et d'intervention d'urgence

Aux fins du stockage temporaire de mercure métallique pendant plus d'un an, les exigences ci-après s'appliquent :

Un système de surveillance continue des vapeurs de mercure, d'une sensibilité au moins égale à 0,02 mg mercure/m³, est installé sur le site de stockage. Des capteurs sont placés au niveau du sol et à hauteur d'homme. Le système est équipé d'un dispositif d'alarme visuelle et sonore. Il fait l'objet d'un entretien annuel.

Le site de stockage et les conteneurs font l'objet d'une inspection visuelle par une personne habilitée au moins une fois par mois. Lorsqu'une fuite est détectée, l'exploitant prend immédiatement toutes les mesures nécessaires pour éviter toute émission de mercure dans l'environnement et rétablir les conditions de stockage du mercure en toute sécurité.

Toute fuite est considérée comme ayant d'importants effets néfastes sur l'environnement et est notifiée sans délai au fonctionnaire technique, au fonctionnaire chargé de la surveillance et aux bourgmestres des communes d'implantation du CET.

Des plans d'urgence et des équipements de protection appropriés à la manipulation du mercure métallique doivent être disponibles sur le site. »

Art. 7. Dans l'annexe 3 du même arrêté, le point 1 est complété par le point 1.4 rédigé comme suit :

« 1.4. stockage temporaire de mercure métallique pendant plus d'un an

1.4.1. Procédures d'admission

Seuls sont admis les conteneurs accompagnés d'un certificat et conformes aux exigences énoncées au présent point.

Les procédures d'admission respectent les conditions suivantes :

1° seul est admis le mercure métallique considéré comme un déchet en vertu de l'article 2 du Règlement 1102/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 relatif à l'interdiction des exportations de mercure métallique et de certains composés et mélange de mercure et au stockage en toute sécurité de cette substance répondant aux critères d'admission minimaux visés au point C, 1. de l'annexe III*bis* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique;

2° les conteneurs font l'objet d'une inspection visuelle avant stockage; les conteneurs endommagés, qui fuient ou qui sont corrodés ne sont pas admis;

3° les conteneurs sont porteurs d'une empreinte durable (réalisée par poinçonnage), indiquant le numéro d'identification du conteneur, le matériau dont il est constitué, le poids du conteneur à vide, la référence du fabricant et la date de fabrication;

4° une plaque fixée à demeure sur le conteneur mentionne le numéro d'identification du certificat.

1.4.2. Certificat

Le certificat mentionne les éléments suivants :

1° le nom et l'adresse du producteur des déchets;

2° le nom et l'adresse de la personne responsable du remplissage;

3° le lieu et la date de remplissage;

4° la quantité de mercure;

5° la pureté du mercure et, le cas échéant, une description des impuretés, ainsi que le rapport d'analyse;

6° la confirmation que le conteneur a servi exclusivement au transport ou stockage de mercure;

7° le numéro d'identification du conteneur;

8° toute observation particulière.

Les certificats sont délivrés par le producteur des déchets ou à défaut par la personne responsable de leur gestion. ».

Art. 8. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 juillet 2013

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/204348]

11. JULI 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festlegung der Kriterien für die Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere der Artikel 19, § 3 und 60;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festlegung der Kriterien für die Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren;

Aufgrund des am 19. April 2013 abgegebenen Gutachtens der Regionalkommission für Abfälle;

Aufgrund des am 19. Juni 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 53.386/4;

In Erwägung der Verordnung (EG) Nr. 1102/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2008 über das Verbot der Ausfuhr von metallischem Quecksilber und bestimmten Quecksilberverbindungen und -gemischen und die sichere Lagerung von metallischem Quecksilber;

In Erwägung der Richtlinie 2011/97/EU des Rates vom 5. Dezember 2011 zur Änderung der Richtlinie 1999/31/EG im Hinblick auf spezifische Kriterien für die Lagerung von als Abfall betrachtetem metallischem Quecksilber;

In der Erwägung, dass in den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 nicht alle spezifischen Charakteristiken von metallischem Quecksilber berücksichtigt werden, und dass eine langfristige und sichere Lagerung dieser Stoffe das Einführen von zusätzlichen Anforderungen im Vergleich zu der bestehenden Gesetzgebung erfordert;

In der Erwägung, dass die neuen im Rahmen der vorerwähnten Richtlinie 2011/97/EU festgelegten Anforderungen folglich nur auf die zeitweilige Lagerung Anwendung finden, und dass sie als angemessen und den besten verfügbaren Techniken für die sichere Lagerung von metallischem Quecksilber über einen Zeitraum von höchstens fünf Jahren entsprechend betrachtet werden;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festlegung der Kriterien für die Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festlegung der Kriterien für die Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass werden die Richtlinien 1999/31/EG des Rates vom 26. April 1999 über Abfalldeponien, 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien und 2011/97/EU des Rates vom 5. Dezember 2011 zur Änderung der Richtlinie 1999/31/EG im Hinblick auf spezifische Kriterien für die Lagerung von als Abfall betrachtetem metallischem Quecksilber teilweise umgesetzt."

Art. 2 - In Artikel 2 desselben Erlasses wird ein Absatz 8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 8. In Abweichung von Absatz 1, a) kann metallisches Quecksilber, das nach Artikel 2 der Verordnung (EG) Nr. 1102/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2008 über das Verbot der Ausfuhr von metallischem Quecksilber und bestimmten Quecksilberverbindungen und -gemischen und die sichere Lagerung von metallischem Quecksilber als Abfall betrachtet wird, in geeigneten Behältern und gemäß der Anlage IIIbis, Punkt C:

1° zeitweilig für mehr als ein Jahr oder dauerhaft (Beseitigungsverfahren D 15 bzw. D 12 nach den Anlagen IV und II des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle) in für die Beseitigung von metallischem Quecksilber angepassten Salzbergwerken oder in tief gelegenen Felsformationen unter Tage, die ein gleichwertiges Niveau an Sicherheit und Einschluss wie diese Salzbergwerke bieten, gelagert werden oder;

2° zeitweilig (Beseitigungsverfahren G1 nach Anlage IV des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle) für mehr als ein Jahr in Übertageanlagen gelagert werden, die für die zeitweilige Lagerung von metallischem Quecksilber bestimmt und ausgestattet sind. In diesem Fall finden die in der Anlage V angeführten Kriterien keine Anwendung."

Art. 3 - Die Anlage 3bis desselben Erlasses wird durch einen Punkt C mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"C. Als Abfall betrachtetetes metallisches Quecksilber

Zum Zweck der zeitweiligen Lagerung von metallischem Quecksilber für mehr als ein Jahr gelten folgende Anforderungen:

1. Zusammensetzung des Quecksilbers

Metallisches Quecksilber muss den nachstehenden Vorschriften genügen:

1° Quecksilbergehalt über 99,9 Gew.-%;

2° keine Verunreinigungen, die Kohlenstoff- oder rostfreien Stahl angreifen können (z.B. Salpeterlösung oder Chloridsalzlösungen).

2. Einrichtung des technischen Vergrabungszentrums oder der Zelle:

1° Metallisches Quecksilber ist getrennt von anderen Abfällen zu lagern;

2° Die Behälter sind in Sammelbecken zu lagern, die mit einer geeigneten Beschichtung versehen sind, damit sie frei von Rissen und Spalten und undurchlässig für metallisches Quecksilber sind, und die ein für die gelagerte Quecksilbermenge ausreichendes Fassungsvermögen aufweisen;

3° Die Lagerungsstätte verfügt über technische oder natürliche Barrieren, die ausreichen, um die Umwelt vor Quecksilberemissionen zu schützen, sowie über ein für die gelagerte Quecksilbermenge ausreichendes Fassungsvermögen;

4° Die Böden der Lagerungsstätte sind mit einem Material abzudecken, das gegen Quecksilber beständig ist. Es muss ein Ablauf mit Auffangbecken vorhanden sein;

5° Die Lagerungsstätte muss mit einer Feuerschutzanlage ausgestattet sein;

6° Die Behälter sind so zu lagern, dass sie sich leicht wieder entnehmen lassen.

3. Behälter

Die für die Lagerung von metallischem Quecksilber verwendeten Behälter müssen korrosionsbeständig und stoßfest sein. Schweißnähte sind daher zu vermeiden.

Die Behälter müssen insbesondere folgenden Vorschriften genügen:

1° Material des Behälters : Kohlenstoffstahl (mindestens ASTM A36) oder rostfreier Stahl (AISI 304, AISI 316L);

2° die Behälter müssen undurchlässig für Gase und Flüssigkeiten sein;

3° die Außenseite der Behälter muss widerstandsfähig gegen die Lagerungsbedingungen sein;

4° eine Bescheinigung, dass der Behälter die Fallprüfung und die Dichtheitsprüfung gemäß den Kapiteln 6.1.5.3 bzw. 6.1.5.4 des Europäischen Übereinkommens über die internationale Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße, das am 30. September 1957 in Genf geschlossen wurde, bestanden hat, wird dem Behälter beigefügt.

Der Füllungsgrad des Behälters beträgt höchstens 80 Vol.-%, damit genügend Freiraum zur Behälterdecke verbleibt und eine hitzebedingte Ausdehnung der Flüssigkeit nicht zu undichten Stellen oder einer dauerhaften Verformung des Behälters führt.“

KAPITEL II — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren*

Art. 4 - Art. 31 - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren wird ein Artikel *1bis* mit folgendem Wortlaut beigefügt:

“Art. *1bis* - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2011/97/EU des Rates vom 5. Dezember 2011 zur Änderung der Richtlinie 1999/31/EG im Hinblick auf spezifische Kriterien für die Lagerung von als Abfall betrachtetem metallischem Quecksilber teilweise umgesetzt.“

Art. 5 - In denselben Erlass wird ein Artikel *25bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. *25bis* - Zum Zweck der zeitweiligen Lagerung von metallischem Quecksilber für mehr als ein Jahr gelten folgende Anforderungen:

Alle Unterlagen mit den Informationen gemäß Punkt C der Anlage *3bis* des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festlegung der Kriterien für die Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren sowie gemäß Punkt 1.4 der Anlage 3 des vorliegenden Erlasses, einschließlich der dem Behälter beigefügten Bescheinigung, der Aufzeichnungen über Entnahme und Versendung des metallischen Quecksilbers nach seiner zeitweiligen Lagerung sowie des Bestimmungsorts und der vorgesehenen Behandlung werden für mindestens drei Jahre nach Beendigung der Lagerung aufbewahrt.“

Art. 6 - In denselben Erlass wird ein Artikel *61bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. *61bis* - Anforderungen an Überwachung, Inspektion und Notmaßnahmen

Zum Zweck der zeitweiligen Lagerung von metallischem Quecksilber für mehr als ein Jahr gelten folgende Anforderungen:

Auf der Lagerungsstätte ist ein System zur kontinuierlichen Überwachung der Quecksilberdämpfe mit einer Empfindlichkeit von mindestens 0,02 mg Quecksilber/m³ zu installieren. In Boden- und in Deckennähe sind Sensoren anzubringen. Das System umfasst ein optisches und akustisches Warnsystem. Das System wird jährlich gewartet.

Die Lagerungsstätte und die Behälter werden mindestens einmal monatlich von einer hierzu befugten Person einer Sichtkontrolle unterzogen. Bei Feststellung undichter Stellen ergreift der Betreiber unverzüglich alle erforderlichen Maßnahmen, um eine Emission von Quecksilber in die Umwelt zu verhindern und die Sicherheit der Quecksilberlagerung wieder herzustellen.

Alle undichten Stellen werden als erhebliche nachteilige Auswirkungen auf die Umwelt angesehen und sind dem technischen Beamten, dem mit der Überwachung beauftragten Beamten sowie den Bürgermeister der Gemeinden, auf deren Gebiet das technische Vergrabungszentrum angesiedelt ist, unmittelbar zu melden.

Auf der Lagerungsstätte sind Notfallpläne und geeignete Schutzvorrichtungen für die Handhabung von metallischem Quecksilber bereitzuhalten.“

Art. 7 - Punkt 1 der Anlage 3 des vorliegenden Erlasses wird durch einen Punkt 1.4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“1.4 Zeitweilige Lagerung von metallischem Quecksilber für mehr als ein Jahr

1.4.1. Annahmeverfahren

Es werden nur Behälter angenommen, die über eine Bescheinigung über die Einhaltung der in diesem Abschnitt festgelegten Vorschriften verfügen.

Die Annahmeverfahren müssen folgenden Vorschriften genügen:

1° Es wird nur metallisches Quecksilber angenommen, das als Abfall betrachtet wird gemäß Artikel 2 der Verordnung (EG) Nr. 1102/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2008 über das Verbot der Ausfuhr von metallischem Quecksilber und bestimmten Quecksilberverbindungen und -gemischen und die sichere Lagerung von metallischem Quecksilber und das mindestens den in Punkt C 1 der Anlage IIIbis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festlegung der Kriterien für die Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren festgelegten Annahmekriterien entspricht;

2° Die Behälter werden vor der Lagerung einer Sichtkontrolle unterzogen. Beschädigte, undichte oder korrodierte Behälter werden nicht angenommen;

3° Jeder Behälter ist mit einem dauerhaften Prägestempel versehen, der die Identifikationsnummer, das Fertigungsmaterial, das Leergewicht, den Hinweis auf den Hersteller und das Datum der Herstellung des jeweiligen Behälters enthält;

4° Auf jedem Behälter ist dauerhaft eine Plakette mit der Identifikationsnummer der Bescheinigung befestigt.

1.4.2. Bescheinigung

Die Bescheinigung enthält folgende Angaben :

1° Name und Anschrift des Abfallerzeugers;

2° Name und Anschrift des für die Befüllung Verantwortlichen;

3° Ort und Datum der Befüllung;

4° Quecksilbermenge;

5° Reinheitsgrad des Quecksilbers und gegebenenfalls Beschreibung der Verunreinigungen, einschließlich eines Analyseberichts;

6° Bestätigung, dass die Behälter ausschließlich für die Beförderung/Lagerung von Quecksilber verwendet wurden;

7° Identifikationsnummern der Behälter;

8° gegebenenfalls besondere Anmerkungen.

Die Bescheinigungen sind vom Abfallerzeuger oder ersatzweise von der für die Abfallbewirtschaftung verantwortlichen Person auszustellen.“

Art. 8 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. Juli 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204348]

11 JULI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de criteria voor de aanvaarding van afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 19, § 3, en 60;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de criteria voor de aanvaarding van afvalstoffen in centra voor technische ingraving;

Gelet op het advies van de gewestelijke afvalcommissie, gegeven op 19 april 2013;

Gelet op het advies nr. 53.386/4 van de Raad van State, gegeven op 19 juni 2013 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1102/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2008 inzake het verbod op de uitvoer van metallisch kwik en andere kwikverbindingen en -mengsels en de veilige opslag van metallisch kwik;

Gelet op Richtlijn 2011/97/EU van de Raad van 5 december 2011 tot wijziging van Richtlijn 1999/31/EG met betrekking tot specifieke criteria voor opslag van metallisch kwik dat als afval wordt beschouwd;

Overwegende dat de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 en van het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 niet alle kenmerken van metallisch kwik in aanmerking nemen, dat voor de veilige en langetermijnopslag van die stoffen naast de bestaande regelgeving voorzien moet worden in bijkomende voorschriften;

Overwegende bijgevolg dat de nieuwe voorschriften opgelegd bij de Richtlijn 2011/97/EU bedoeld in de eerste considerans uitsluitend op de tijdelijke opslag van toepassing zijn en dat ze beschouwd worden als geschikt en representatief voor de beste beschikbare technieken inzake de veilige opslag van metallisch kwik gedurende een periode van maximum vijf jaar;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de criteria voor de aanvaarding van afvalstoffen in centra voor technische ingraving*

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de criteria voor de aanvaarding van afvalstoffen in centra voor technische ingraving wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. De Richtlijnen 1999/31/EG van de Raad van 26 april 1999 betreffende het storten van afvalstoffen, 2008/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal Richtlijnen en 2011/97/EU van de Raad van 5 december 2011 tot wijziging van Richtlijn 1999/31/EG met betrekking tot specifieke criteria voor opslag van metallisch kwik dat als afval wordt beschouwd worden gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een paragraaf 8, luidend als volgt :

« § 8. In afwijking van paragraaf 1, a), kan metallisch kwik dat als afval wordt beschouwd krachtens artikel 2 van Verordening (EG) nr. 1102/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2008 inzake het verbod op de uitvoer van metallisch kwik en andere kwikverbindingen en -mengsels en de veilige opslag van metallisch kwik in een adequate omhulling en overeenkomstig bijlage IIIbis, punt C, opgeslagen worden als volgt :

1° tijdelijk gedurende meer dan een jaar of permanent (verwijderingshandelingen G1 of D12 respectievelijk zoals omschreven in de bijlagen IV en II bij het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen) in zoutmijnen die voor de verwijdering van metallisch kwik geschikt zijn gemaakt of in diepe, ondergrondse en harde rotsformaties die hetzelfde niveau van veiligheid en insluiting bieden als die zoutmijnen;

2° tijdelijk (verwijderingshandeling G1, zoals omschreven in bijlage IV bij het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen) gedurende meer dan een jaar in bovengrondse installaties voor de tijdelijke opslag van metallisch kwik die daarvoor uitgerust zijn. In dat geval zijn de in bijlage V bedoelde criteria niet van toepassing. ».

Art. 3. Artikel 3bis van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt C, luidend als volgt :

« C. Metallisch kwik dat als afval wordt beschouwd

Op de tijdelijke opslag gedurende meer dan een jaar van metallisch kwik zijn de volgende voorschriften van toepassing :

1. Samenstelling van het kwik

Metallisch kwik moet voldoen aan de volgende specificaties :

1° kwikgehalte hoger dan 99,9 gewichtsprocent;

2° geen onzuiverheden die koolstofstaal of roestvrij staal kunnen corroderen (bv. salpeterzuuroplossing, chlorideoplossingen).

2. Inrichting van het centrum voor technische ingraving of van de cel :

1° metallisch kwik moet apart van andere afvalstoffen worden opgeslagen;

2° de vaten moeten worden opgeslagen in verzamelbekkens die op passende wijze gecoat zijn zodat zij vrij zijn van scheuren en gaten en geen metallisch kwik doorlaten, en waarvan de capaciteit toereikend is voor de opgeslagen hoeveelheid kwik;

3° de opslaglocatie moet voorzien zijn van kunstmatige of natuurlijke barrières die geschikt zijn om het milieu tegen kwikemissies te beschermen en waarvan de capaciteit toereikend is voor de totale opgeslagen hoeveelheid kwik;

4° de vloeren van de opslaglocatie moeten bedekt zijn met een kwikbestendig dichtingsproduct. Er moet een hellend oppervlak met een vergaarbekken voorhanden zijn;

5° de opslaglocatie moet zijn uitgerust met een brandbeveiligingssysteem;

6° de opslag moet zodanig worden ingericht dat alle vaten gemakkelijk bereikbaar zijn.

3. Omhulling

Vaten die voor opslag van metallisch kwik worden gebruikt, moeten corrosie- en schokbestendig zijn. Lasverbindingen moeten daarom worden vermeden.

De vaten moeten daarom in het bijzonder voldoen aan de volgende eisen :

1° materiaal van het vat : koolstofstaal (ten minste ASTM A36) of roestvrij staal (AISI 304, 316L);

2° de vaten moeten gas- en vloeistofdicht zijn;

3° de buitenkant van het vat moet bestand zijn tegen de opslagomstandigheden;

4° het vat moet voorzien zijn van een attest waaruit blijkt dat het ontwerptype ervan met succes de valproef en de dichtheidsproef heeft doorstaan, zoals omschreven onder de punten 6.1.5.3 en 6.1.5.4 van het Europees Verdrag betreffende het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, ondertekend te Genève op 30 september 1957.

De vullingsgraad van het vat mag ten hoogste 80 volumeprocent bedragen, zodat er voldoende vrije ruimte beschikbaar is en er geen lekkage of permanente vervorming van het vat kan optreden ten gevolge van expansie van de vloeistof door hoge temperatuur. ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving*

Art. 4. Het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving wordt aangevuld met een artikel 1*bis*, luidend als volgt :

« Art. 1*bis*. Richtlijn 2011/97/EU van de Raad van 5 december 2011 tot wijziging van Richtlijn 1999/31/EG met betrekking tot specifieke criteria voor opslag van metallisch kwik dat als afval wordt beschouwd wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit. ».

Art. 5. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 25*bis*, luidend als volgt :

« Art. 25*bis*. Voor de tijdelijke opslag van metallisch kwik gedurende langer dan een jaar zijn de volgende voorschriften van toepassing :

Alle documenten met de gegevens bedoeld onder punt C van bijlage 3*bis* bij het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de criteria voor de aanvaarding van de afvalstoffen in centra voor technische ingraving alsook onder punt 1.4 van bijlage 3 bij dat besluit, met inbegrip van de certificaten waarvan de vaten voorzien zijn en de lijsten met de melding van de voorraadvermindering en de afvoer van metallisch kwik na een tijdelijke opslag, de bestemming en de voorziene behandeling ervan, worden gevoegd bij het register bedoeld in artikel 25 en gedurende minstens drie jaar na afloop van de opslag bewaard. »

Art. 6. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 61*bis*, luidend als volgt :

« Art. 61*bis*. Voorschriften inzake toezicht, inspectie en noodsituaties

Voor de tijdelijke opslag van metallisch kwik gedurende langer dan een jaar zijn de volgende voorschriften van toepassing :

Op de opslaglocatie moet een permanent meetsysteem voor kwikdamp met een gevoeligheid van ten minste 0,02 mg kwik/m³ moet worden geïnstalleerd. Sensoren moeten op het grondniveau en op hoofdhoogte worden opgesteld. Dit systeem moet een visueel en akoestisch alarmmechanisme omvatten. Het moet jaarlijks onderhouden worden.

De opslaglocatie en de vaten moeten ten minste eenmaal per maand visueel onderzocht worden door een bevoegde persoon. Wanneer lekken worden vastgesteld, moet de exploitant onmiddellijk het nodige ondernemen om elke kwikemissie in het milieu te voorkomen en de veiligheid van de opslag van het kwik te herstellen.

Elk lek wordt geacht significante nadelige milieueffecten te hebben en wordt onmiddellijk meegedeeld aan de technisch ambtenaar, de toezichthoudend ambtenaar en de burgemeesters van de gemeenten waar het centrum voor technische ingraving gevestigd is.

Noodplannen en passende beschermende uitrusting voor het hanteren van metallisch kwik moeten op de locatie ter beschikking staan. »

Art. 7. In bijlage 3 bij hetzelfde besluit wordt punt 1 aangevuld met een punt 1.4, luidend als volgt :

« 1.4. tijdelijke opslag van metallisch kwik gedurende meer dan een jaar

1.4.1. Aanvaardingsprocedures

Alleen vaten met een certificaat dat aan de in dit punt vastgestelde voorschriften voldoet, mogen aanvaard worden.

De aanvaardingsprocedures voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° alleen metallisch kwik dat als afval wordt beschouwd krachtens artikel 2 van verordening 1102/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2008 oktober inzake het verbod op de uitvoer van metallisch kwik en andere kwikverbindingen en -mengsels en de veilige opslag van metallisch kwik en dat voldoet aan de minimale toelatingscriteria bedoeld onder punt C, 1. van bijlage III*bis* bij het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de criteria voor de aanvaarding van de afvalstoffen in centra voor technische ingraving wordt aanvaard;

2° de vaten worden voor opslag visueel onderzocht. Beschadigde, lekkende of gecorrodeerde vaten mogen niet worden aanvaard;

3° de vaten moeten een duurzaam merkteken dragen (aangebracht door ponsing), waarop het identificatienummer van het vat, het constructiemateriaal, het leeggewicht, de referentie van de fabrikant en de datum van fabricage vermeld staan;

4° de vaten moeten een permanent op het vat bevestigd plaatje dragen waarop het identificatienummer van het certificaat vermeld staat.

1.4.2. Certificaat

Het certificaat bevat de volgende gegevens :

1° naam en adres van de afvalproducent;

2° naam en adres van de voor het vullen verantwoordelijke persoon;

3° plaats en datum van vullen;

4° hoeveelheid kwik;

5° de zuiverheid van het kwik en, indien relevant, een beschrijving van de onzuiverheden, inclusief het analyserapport;

6° de bevestiging dat de vaten uitsluitend voor het vervoer/de opslag van kwik zijn gebruikt;

7° de identificatienummers van de vaten;

8° eventuele specifieke opmerkingen.

De certificaten worden afgegeven door de producent van de afvalstoffen of, bij gebreke daaraan, door de persoon die verantwoordelijk is voor het beheer ervan. ».

Art. 8. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 juli 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204347]

**18 JUILLET 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant clôture de la session ordinaire 2012-2013 du Parlement wallon**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 32, tel que modifié;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. La session ordinaire 2012-2013 du Parlement wallon est close le 17 septembre 2013 au soir.

Art. 2. Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juillet 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/204347]

**18. JULI 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Schließung der ordentlichen Sitzung 2012-2013 des Wallonischen Parlaments**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 32, in seiner abgeänderten Fassung;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten,

Beschließt:

Artikel 1. Die ordentliche Sitzung 2012-2013 des wallonischen Parlaments wird am 17. September 2013 abends geschlossen.

Art. 2. Der Minister-Präsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Juli 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204347]

**18 JULI 2013. — Besluit van de Waalse Regering
houdende sluiting van de gewone zitting 2012-2013 van het Waalse Parlement**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 32, zoals gewijzigd;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

Artikel 1. De gewone zitting 2012-2013 van het Waalse Parlement wordt gesloten op 17 september 2013 's avonds.

Art. 2. De Minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juli 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE